



Financé par
l'Union européenne



JEUNESSE
EN ACTION
POUR L'AVENIR DU
TCHAD



Mapping des conflits et des pistes de solution développé par les associations du projet

*“ Jeunesse en action pour
l'avenir du Tchad ! ”*

Cette publication a été réalisée
et mise en page par l'ONG ACRA
en Juillet 2025

LE PROJET

Jeunesse en action pour l'avenir du Tchad !

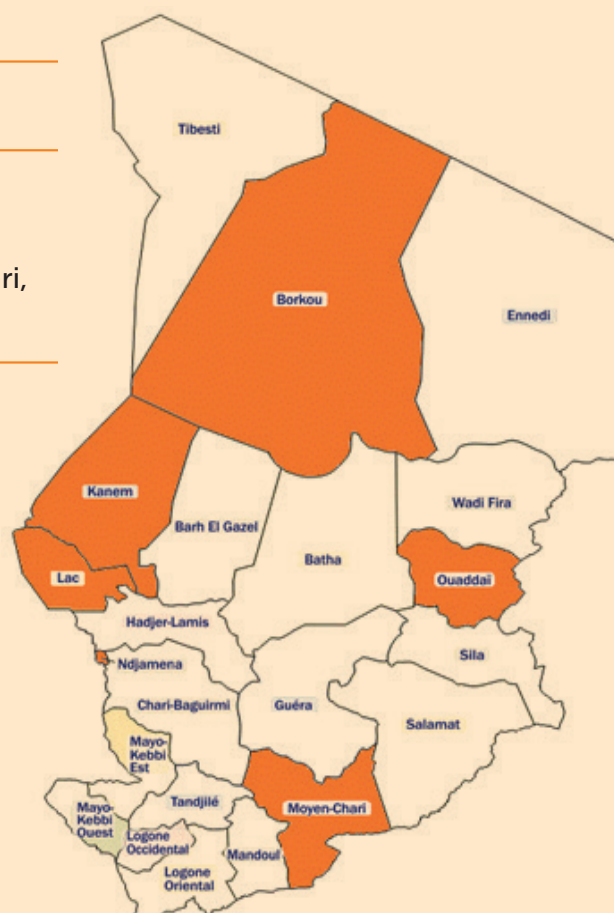
Objectif global : Contribuer à la prévention et résolution des conflits et au renforcement de la cohésion sociale en renforçant les capacités de la jeunesse et de la société civile juvénile au Tchad

Objectif Spécifique : Les processus de prévention des conflits et de maintien de la paix deviennent plus inclusifs et les jeunes femmes et hommes et leurs associations deviennent agents de consolidation de la paix à N'Djamena et dans les provinces du Lac, Ouaddaï, Kanem, Moyen Chari, Borkou

Durée : 44 mois

Budget total : 1.999.973,38 €

Zones d'intervention : Tchad, 6 provinces : Lac, Kanem, Borkou, Ouaddaï, Moyen Chari, ville de N'Djamena



Index

=

Liste des acronymes.....	3
Introduction	4
Éléments clés et pistes des solutions qui ont émergé.....	8
N'Djamena	8
Bourkou :	12
Kanem	13
Lac.....	16
Moyen-Chari	19
Ouaddaï :	22
Conclusion	25



Liste des acronymes

AFJT : Association des Femmes Juristes du Tchad

APJEDT : Association pour la Promotion de Jobs Étudiants et le Développement au Tchad

AJCB : Association des Jeunes du Canton de Banda

APSK : Association pour la Promotion Socioéconomique de Koumogo

CADELAC : Coordination des Actions pour le Développement du Lac

CAMOJET : Collectif du Mouvement des Associations des Jeunes du Tchad

CCJB : Cadre de Consultation des Jeunes du Borkou

CELIAF : Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines

CFTMPD : Coalition des Femmes Tchadiennes Médiatrices pour la Paix Durable au Tchad

CJPSL : Cercle des Jeunes pour la Promotion Socioéconomique du Lac

CNJT : Conseil National des Jeunes du Tchad (CNJT)

LTDH : Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme

JEC : Jeunesse Etudiante Chrétienne

OJBT : Organisation des Jeunes Bâtisseurs Tchadiens (OJBT)

POSOC : Plateforme des Organisations de la Société Civile du Ouaddaï

UJN : Union des Jeunes Nationalistes

Introduction

L'objectif de ce rapport est de réaliser un « mapping » des conflits potentiels/en cours ressortant des analyses conduites dans le cadre du projet « Jeunesse en action pour l'avenir du Tchad - ICSP/2021/425-403 », avec une analyse des risques de chacun, et de créer une liste des criticités. Les activités du projet se sont déroulées à N'Djamena et dans cinq provinces de décembre 2021 à juillet 2025. Le mapping se base principalement sur les rapports des recherches-actions des associations qui se sont déroulées dans différentes zones des provinces du projet, et qui ont été analysées et comparées aux autres données qualitatives et quantitatives collectées pendant le projet, à savoir :

- Cartographie des OSC actives dans la zone d'intervention, qui a été réalisée au début du projet en impliquant la plupart des OSC des jeunes dans les zones d'intervention
- Baseline sur la perception des conflits avant le début du projet, dans laquelle nous avons impliqués à travers des questionnaires les OSC ainsi que des acteurs locaux clés pour comprendre la situation et la perception des conflits avant le début des activités
- Analyse qualitative des conflits réalisée à travers entretien et focus group aux acteurs clés des six zones d'intervention

Ces activités ont été menées de façon homogène sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet, ce qui nous a permis d'identifier les problèmes principaux ainsi que les acteurs à impliquer. Parallèlement, nous avons octroyé des bourses pour la réalisation de mémoires de master, en sélectionnant les sujets les plus pertinents proposés par les étudiants dans les différentes zones. Nous avons obtenu au total 14 mémoires de master, dont 4 sur le Lac, 4 sur le Ouaddaï, 2 sur le Moyen-Chari, 2 sur le Kanem et 2 sur N'Djamena. Dans ce mapping, nous allons trianguler les informations générales issues de l'analyse des conflits dans la zone du projet avec les recherches-actions menées par les associations sur le terrain, afin de cartographier les conflits dans chaque zone selon leur typologie, leur risque et leurs conséquences, puis d'analyser les principales pistes de solution potentielle qui en ressortent. Les activités se sont focalisées sur des thématiques considérées comme prioritaires par les associations et les boursiers impliqués. Certaines associations ont décidé de se focaliser sur des problématiques spécifiques, tandis que d'autres ont préféré analyser et tester des

stratégies potentielles pour résoudre les conflits. En suivant cette approche, nous avons pu identifier les thématiques principales suivantes :

Problèmes :

- Conflits communautaires, inclus agriculteurs-éleveurs ;
- Conflits familiaux ;
- Conflits fonciers ;
- Conflits religieux ;
- Conflits scolaires ;
- Discours de haine et autres pratiques socialement clivantes comme l'exode rural et la consommation des drogues ;
- Impact des conflits sur les populations vulnérables comme les femmes, les jeunes et les personnes avec handicap

Stratégies :

- Sensibilisation sur la cohabitation pacifique ;
- Organisation des systèmes de gestion de conflit.

Voici la division des recherches réalisées par les OSC parmi ces sujets dans les différentes zones du projet :

	N'Djam ena	Borko u	Kanem	Lac	Moyen Chari	Ouaddaï	Tot
Conflits communautaires	0	0	2	0	2	4	8
Conflits familiaux	0	0	2	1	0	0	3
Conflits fonciers	1	0	0	0	1	0	2
Conflits religieux	0	0	0	1	0	0	1
Conflits scolaires	2	1	2	1	0	1	6
Discours de haine	1	0	0	1	1	0	3
Impact des conflits sur les vulnérables	1	0	1	2	1	0	5
Sensibilisation cohabitation pacifique	2	2	0	1	2	1	8
Systèmes de gestion de conflit	1	0	0	0	0	1	2

En utilisant les mêmes catégories, voici les recherches des boursiers partagées selon leur sujet :

Province	Sujet	Titre complet
N'Djamena	Conflit scolaire	Nature et dynamiques des conflits en milieu scolaire : cas du Lycée Félix Eboué
N'Djamena	Organisation des systèmes de gestion de conflit	Communication sociale et mécanismes de gestion des conflits sociaux dans les équipements marchands à N'Djamena : cas du marché à bétail de Diguel Zafaye.
Kanem	Conflit scolaire	Prévention et gestion des conflits Scolaires dans les collèges de Mao au Tchad
Kanem	Organisation des systèmes de gestion des conflits	Mécanismes de résolution des conflits sociaux dans la province du Kanem : cas de la ville de Mao
Lac	Conflit foncier	Dynamiques sociales et sécurité foncière dans les zones de réinstallation des déplacés internes à Kaya site et Kaya village (province du Lac)
Lac	Conflit communautaire	Conflits intercommunautaires dans la zone de Bagassola
Lac	Impact des conflits sur les vulnérables	L'administration du patrimoine du mineur en droit positif tchadien.
Lac	Impact des conflits sur les vulnérables	La place du conjoint survivant en droit positif tchadien
Moyen Chari	Conflit communautaire	Spatialisation des fericks et dynamiques des conflits agriculteurs/éleveurs dans le canton Koumogo au Moyen-Chari (Tchad)
Moyen Chari	Conflit communautaire	Causes et dynamiques des conflits intercommunautaires dans le département de Lac Iro : cas du village Mbarabe dans le canton Begoula
Ouaddaï	Conflit communautaire	Analyse des dynamiques des conflits intercommunautaires dans le département de Ouara : cas du canton Kachim-Alwadi
Ouaddaï	Conflit foncier	Analyse des dynamiques des conflits fonciers à la périphérie d'Abéché : cas du terroir de Kalignang Chane
Ouaddaï	Discours de haine	Réseaux sociaux et conflits communautaires dans le Ouaddaï
Ouaddaï	Conflit foncier	Les dynamiques des conflits fonciers dans la province du Ouaddaï : cas de la sous-préfecture d'Adré de 1958 à 2003.

Il convient de noter que nous avons effectué la classification en utilisant les termes des associations et étudiants et en regroupant les typologies les plus similaires. Les conflits communautaires ont ainsi donné lieu à une typologie spécifique, tout comme des catégories comme « pratiques socialement clivantes » ou « vulnérables », qui regroupent des propositions hétérogènes, mais animées par une même finalité. Cette classification nous a emmenés à certaines réflexions :

- Souvent, les associations se retrouvent engagées dans des conflits sur des échelles réduites et/ou avec les typologies d'acteurs vulnérables avec lesquelles elles ont plus d'expérience, dans l'effort de valoriser leurs compétences et leurs réseaux pour prévenir des tensions, ce qui explique la quantité d'activités menées dans les écoles, avec les personnes vulnérables et lors de sensibilisations générales.
- Les conflits communautaires et fonciers, souvent entre agriculteurs et éleveurs, sont fréquents dans le Ouaddaï et le Moyen-Chari, deux provinces où la transhumance saisonnière et les interactions entre les acteurs sont importantes. Il est important de noter que même avec des différences importantes (par exemple, les éleveurs sont principalement des musulmans et les agriculteurs sont chrétiens ou animistes au Moyen Chari, tandis que dans le Ouaddaï, les deux catégories sont généralement toutes musulmanes), les dynamiques dans ces deux provinces sont assez similaires, donc le problème de la gestion des ressources semble plus important par rapport à l'identité religieuse.
- Seulement un cas a été défini comme « conflit religieux », tandis que la plupart des conflits sont dans les catégories « communautaires », « familiaux » ou « scolaires ». Le focus se retrouve donc souvent porté sur des problématiques spécifiques locales plutôt que sur des divisions religieuses.

Les recherches des boursiers ont abordé les thématiques plus sensibles, comme les conflits communautaires ou scolaires, les discours d'haine et les systèmes de gestion des conflits, tandis que les associations se sont focalisées sur les sujets dont ils avaient des compétences spécifiques. Toutefois, en triangulant leurs travaux nous avons pu mapper problèmes et possibles solutions dans l'ensemble de la zone d'intervention. Dans les prochaines sections, nous allons analyser les principaux conflits ressortis dans les zones ainsi que leurs impacts ; et des possibles pistes pour les solutionner explorées par les associations.

Éléments clés et pistes des solutions qui ont émergé

Dans cette section, nous allons cartographier, par zone d'intervention du projet, les principaux acteurs, problèmes et causes de conflit qui sont ressortis durant les activités, ainsi que le potentiel rôle des associations de jeunes. Notre but n'est pas d'évaluer l'efficacité ou d'identifier de bonnes pratiques, mais de cartographier les principaux problèmes dans chaque zone ainsi que les stratégies à adopter pour les prévenir ou y remédier.

N'Djamena

N'Djamena est la capitale du Tchad et elle compte environ 1,7 million d'habitants, répartis en 10 communes d'arrondissement et 64 quartiers. Il s'agit d'une ville multiethnique où la cohabitation religieuse est relativement pacifique, mais où la précarité des habitants et les situations de violence sont fréquentes. Les jeunes constituent un pourcentage important de la population et ont peu d'occasions économiques, créant ainsi des tensions. La ville a connu des épisodes violents notables, dont l'incursion des rébellions en 2008, les attaques de Boko Haram en 2015 et les manifestations politiques en 2021 et 2022. Selon notre analyse qualitative et notre cartographie, la plupart des événements violents dans la ville sont liés aux protestations politiques et aux émeutes, tandis que les associations cartographient surtout les petits conflits de quartier et scolaires. Nous avons également remarqué une augmentation des conflits fonciers, due à l'expansion de la ville et au manque de connaissance des règlements. Les principaux mécanismes de gestion des conflits dans la ville incluent la conciliation directe, la médiation par les autorités traditionnelles, ou le recours au système judiciaire et aux forces de sécurité. Selon notre Baseline de avril 2022, les initiatives de gestion des conflits sont évaluées comme modérément efficaces, les autorités religieuses/interreligieuses et publiques étant considérées comme les plus compétentes. Il est important de noter le rôle joué par la société civile à travers des organisations telles que la Ligue Tchadienne de Droits de l'Homme (LTDH), la Coalition des Femmes Tchadiennes Médiatrices pour la Paix Durable au Tchad (CFTMPD), l' Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT) et le Collectif du Mouvement des Associations des Jeunes du Tchad (CAMOJET) dans la médiation au niveau local. Cependant, dans la Baseline, l'intensité des conflits est décrite comme assez aiguë, surtout en raison des interventions lors des manifestations et des violations des droits humains. Ici les sujets de recherche actions développés par les associations :

Conflits fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • Le foncier à Adineo dans le 7ème arrondissement de la ville de N'Djaména
Conflits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Action du vivre ensemble dans la cohésion sociale et l'acceptation de l'autre dans les lycées et collèges de Walia et Goudji • Violence et conflit en milieu scolaire. Cas de lycée Ibni Malick et lycée de la liberté
Discours de haine et pratiques socialement clivantes	<ul style="list-style-type: none"> • Problématique des conflits au sein des communautés du 7ème arrondissement
Impact des conflits sur les vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Participation des femmes et filles handicapées dans la gestion des conflits sociaux à N'Djaména
Sensibilisation cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir le Vivre Ensemble et la Cohésion Pacifique entre les Jeunes Musulmans et Chrétiens du 7e et 8e Arrondissements • La cohésion sociale et le vivre ensemble au service de la stabilité pour une transition réussie
Systèmes de gestion de conflit	<ul style="list-style-type: none"> • Les causes, les conséquences et l'ampleur des violences entre les acteurs du marché à bétail et les habitants des quartiers environnants

Il n'y a pas de sujet qui s'impose par rapport aux autres, mais une variété de problèmes assez localisés et des efforts pour les résoudre au niveau local. Cette tendance est confirmée aussi par les mémoires de master, à savoir : « Nature et dynamiques des conflits en milieu scolaire : cas du Lycée Félix Eboué » et « Communication sociale et mécanismes de gestion des conflits sociaux dans les équipements marchands à N'Djaména : cas du marché à bétail de Diguel Zafaye », qui se focalisent l'un sur un cas de milieu scolaire assez relevant par un point de vue historique – le Lycée Felix Eboué est l'un des endroits où les violences de la guerre civile du 1979 ont commencées – et l'autre sur un marché de bétail déjà intéressé par les activités d'un OSC participant au projet. Il y a donc un focus spécifique sur des arènes spécifiques et claires où l'interaction parmi différents acteurs peut générer des tensions.

Sur le plan géographique, tous les conflits ont été identifiés dans la zone urbaine de N'Djamena, avec un focus particulier sur des établissements scolaires ou la zone du marché à bétail. Le problème foncier a été signalé dans le quartier de Walia, mais les causes profondes sont le changement d'affectation des villages en quartiers et la possibilité de construire des maisons, ce qui a fait monter la valeur des terrains et déclenché des conflits que l'on peut rencontrer dans les zones d'expansion de la ville. Nous remarquons donc un problème répandu de division et de marginalisation sociale, qui a un impact surtout sur les lieux de rencontre et d'interaction comme les écoles, ainsi que le problème foncier, qui est particulièrement important dans les quartiers en expansion.

Division et marginalisation sociales : Cinq recherches actions ont abordé des thématiques différentes, mais qui peuvent être regroupées autour de ce qui est apparu comme la problématique la plus répandue dans la ville : le manque de cohésion sociale et la marginalisation des groupes les plus vulnérables. Ces deux problématiques sont étroitement liées et s'influencent mutuellement. Cette division a des origines historiques profondes : depuis la guerre civile, qui a eu un fort impact sur la ville, surtout en 1979, quand les tensions entre la population d'origine septentrionale, principalement musulmane, et les chrétiens du sud ont donné lieu à des conflits sanglants, faisant des milliers de morts et de déplacés, les relations entre ces groupes n'ont jamais totalement récupéré et on assiste à un repli identitaire qui semble même s'accroître à N'Djamena ainsi que dans le reste du Tchad. Les associations qui ont travaillé dans ce domaine remarquent l'importance de créer des situations d'interaction parmi les jeunes afin de combattre les préjugés liés au manque de connaissance réciproque qui risquent d'émerger dans des situations de tension et d'accroître l'intensité des conflits. Il s'agit d'une dynamique cruciale à N'Djaména, et si la stratégie principale est la création d'espaces d'interaction pour les jeunes, certaines associations se concentrent également sur des interventions ponctuelles dans des contextes susceptibles de générer des tensions pour des problèmes pratiques, comme le manque d'hygiène dans le 7^e arrondissement, ou pour protéger les personnes plus vulnérables, comme les personnes avec handicap, qui sont plus à risque dans un contexte de conflit.

Conflit scolaire : Les écoles sont apparues comme des institutions cruciales dans ce projet. Il s'agit en effet d'institutions dans lesquelles des jeunes de différentes origines ethniques et religieuses coexistent et interagissent au sein d'un même espace social, tout en respectant les autorités et les règlements en vigueur. Les écoles constituent donc à la fois un endroit

privilegié pour développer la cohésion sociale et combattre les stéréotypes, mais elles peuvent également être le théâtre de tensions et de bagarres. À N'Djamena, deux projets ont couvert au total quatre lycées : le lycée de Walia, le lycée de Goudji, le lycée Ibni Malick et le lycée de la Liberté. Selon les associations, le problème principal à l'origine des conflits est le manque de respect des règles, parfois de la part des élèves, parfois du personnel de l'école, qui crée une perception de traitements différents selon l'origine religieuse ou ethnique et provoque ainsi des tensions. Un autre élément important est la gestion des tensions liées au manque de respect des femmes, qui peut conduire à des conflits. Ces problèmes sont aggravés par le manque de connaissance réciproque entre les groupes d'origines différentes, qui n'ont pas d'interaction en dehors de l'école et ont donc tendance à la méfiance réciproque. Ce qui est intéressant, c'est que l'élément identitaire n'est jamais mentionné par les associations comme le problème principal, mais plutôt comme quelque chose qui émerge lorsqu'il y a des tensions parmi les élèves. Les pistes de solutions explorées par les associations sont principalement deux : 1) la création et la formation de comités et d'autres mécanismes permettant de gérer les potentiels conflits entre les étudiantes de façon partagée et acceptée ; 2) l'organisation d'activités de brassage multiculturelles pour créer des interactions sociales positives entre des groupes différents. Les recherches des boursiers ont mis en lumière l'importance de la sensibilisation et de la formation, surtout en ce qui concerne le langage des acteurs œuvrant dans des contextes multiculturels tels que les écoles ou les marchés, ainsi que la nécessité d'infrastructures appropriées favorisant la création d'espaces de coexistence harmonieuse.

Conflit foncier : Même s'il n'y a qu'un seul cas de gestion de ce type de conflit, l'analyse a montré qu'il s'agit d'un problème répandu dans la ville, surtout dans les zones d'urbanisation récente où la transformation des terres agricoles coutumières en terrains constructibles a généré des dynamiques socio-économiques complexes. Le manque de connaissance des règles foncières, gérées à l'échelle coutumière dans les zones rurales et selon un système de lotissement officiel en ville, provoque en effet des incompréhensions. Dans un contexte d'expansion urbaine et de fluctuation rapide des prix des terrains, le manque de connaissance des procédures peut être exploité par des acteurs malhonnêtes et générer des tensions fortes, qui s'inscrivent dans des contextes de compétition pour les ressources existantes, en particulier entre agriculteurs et éleveurs dans les zones plus périphériques de la ville. Dans ce cas, la piste explorée par l'association est la vulgarisation massive des textes sur le foncier, afin que toute transaction concernant le foncier se fasse dans le respect des règles nationales.

Alors que l'Association pour la Promotion de Jobs Étudiants et le Développement au Tchad (APJEDT) a mené cette opération à petite échelle, la recommandation est d'implémenter des actions plus vastes, tout en considérant l'ampleur et la gravité du problème dans un contexte d'urbanisation rapide et de cadre légal complexe à N'Djamena.

Borkou

Issue du démembrement de la région du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) en 2008, cette province désertique compte environ 129 275 habitants (estimation de 2018) répartis en trois départements et treize communes. La région est caractérisée par de vastes étendues peu peuplées et difficilement contrôlables, avec des populations habituées à l'auto-organisation. Du fait de la faiblesse du contrôle du pouvoir central, la zone a été le théâtre de nombreuses rebellions et est affectée par l'instabilité libyenne, les trafics illégaux et l'orpaillage artisanal. Selon nos investigations, en dehors des dynamiques des rebellions et des tensions liées à l'orpaillage, ce sont les conflits scolaires ou familiaux ainsi que les conflits fonciers liés à la cueillette de dattes qui prédominent. Les zones les plus touchées sont les jardins (plantations de palmiers), les couloirs de transhumance et la périphérie de Faya, le chef-lieu de la province. Parmi les causes de ces tensions, on retrouve notamment la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, et plus précisément la tension entre les terres agricoles et les zones d'élevage d'une part, et les zones de cueillette des dattes et d'orpaillage d'autre part, ainsi que les problèmes de propriété foncière. Les jeunes et les femmes sont assez marginalisés dans la zone, où les associations sont plus faibles et où les conflits sont surtout réglés par la médiation des autorités locales ou religieuses, et par l'application des règles coutumières. Même s'il existe un Cadre de Consultation des Jeunes du Borkou (CCJB), cette institution n'est pas suffisamment impliquée, tandis que les comités islamiques sont considérés comme plus efficaces. Selon la Baseline, le Borkou est l'une des provinces où les conflits sont perçus comme moins fréquents. Les conflits les plus intenses sont ceux liés aux ressources minérales et aux différends intrafamiliaux. Les initiatives de gestion des conflits sont perçues comme modérément efficaces, avec une légère préférence pour le système judiciaire et les comités interactifs par rapport aux initiatives de la société civile.

Dans le cadre du projet, nous avons soutenu trois projets répartis en deux catégories principales :

Conflits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> Lutter contre la violence en milieu scolaire au lycée-collège de Tchang-Souss
Sensibilisation cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> La cohabitation pacifique pour un développement local inclusif dans la ville de Faya La cohabitation pacifique entre les jeunes dans la ville de Faya

Nous remarquons que toutes les associations sont basées à Faya et se concentrent donc sur les conflits plus courants dans une zone urbaine. Même si les autorités ont souligné l'importance des problématiques telles que l'accès à l'eau ou la compétition pour les terres destinées aux jardins de dattes lors de la restitution des recherches, les associations locales se sont surtout focalisées sur la promotion des meilleures relations dans la ville et ses écoles, domaine dans lequel la société civile peut avoir un impact majeur.

Sensibilisation cohabitation pacifique: Il s'agit en effet de la thématique principale, puisque les projets dédiés aux conflits familiaux et scolaires ont tous adopté cette stratégie. À N'Djamena, les activités de cohabitation pacifique visent à faciliter les interactions entre des communautés qui ont peu de connaissances réciproques et dont les stéréotypes pourraient être déclenchés par des conflits locaux autour des ressources. À Faya-Largeau, il n'y a pas d'interaction entre des groupes différents, mais plutôt une division ancrée parmi des acteurs aux besoins et finalités différents. Le but des associations est donc de développer des compétences et des mécanismes pour gérer les tensions avant qu'elles ne deviennent incontrôlables. Les jeunes de la ville peuvent facilement s'engager dans des bagarres à l'école ou dans les quartiers en raison des tensions liées à l'utilisation des ressources. Les associations se sont donc focalisées sur ce problème spécifique afin de minimiser les risques de tensions qui émergent régulièrement dans la zone et pour lesquelles il y a généralement d'autres acteurs impliqués.

Kanem

Située dans la bande sahélienne, à la frontière avec le Niger, cette province compte environ 464 480 habitants (2018), répartis en trois départements. Les populations, sédentaires et nomades, sont majoritairement musulmanes et vivent de l'agriculture et de l'élevage. La province est marquée par un sous-investissement étatique, l'absence d'infrastructures et une faible présence humanitaire. Des tensions existent entre les populations et le pouvoir central

depuis 2016, suite à des violences perpétrées par des proches du pouvoir, qui ont provoqué de nombreux conflits armés ces dix dernières années. Les associations dont les témoignages ont été recueillis ont remarqué une augmentation des conflits impliquant l'utilisation d'armes à feu. Il s'agit du problème majeur soulevé au cours des dernières années. Selon notre cartographie, les associations ici présentes travaillent principalement sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, le foncier et l'eau, qui sont parmi les problèmes principaux et se manifestent surtout pendant la saison des pluies. Parmi les autres causes de conflit mentionnées, on trouve le vol de bétail, l'accès aux points d'eau, aux espaces (notamment les ouadis), à la transhumance, ainsi que des tensions liées à la création des unités administratives ou à l'héritage des terres. Les jeunes sont faiblement impliqués dans les décisions politiques, mais participent via des associations. Les conflits sont souvent médiés par des autorités coutumières et religieuses, en particulier le sultanat du Kanem, une institution ancrée et respectée au niveau local. Il faut toutefois remarquer que l'histoire du royaume a contribué à déterminer une forte division du travail et une hiérarchie entre les groupes sociaux qui perdurent encore aujourd'hui et parfois sont à l'origine de conflits. Les informateurs locaux perçoivent les conflits comme peu intenses et on note une diminution des conflits depuis une dizaine d'années, attribuée aux sensibilisations menées par les OSC et les leaders religieux. Les initiatives de gestion des conflits sont perçues comme ayant une force limitée, les actions des autorités traditionnelles et religieuses étant considérées comme les plus efficaces.

Dans le Kanem, les associations ont travaillé sur quatre typologies de conflits :

Conflits communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits sociaux dans le quartier Bornoti, Sahri, Moto et le quartier Maïfort • Les conflits intercommunautaires dans le Sud-Kanem/Mondo
Conflits familiaux	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits conjugaux à Mondo • Les conflits conjugaux dans la ville de Mao
Conflits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • La cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans les établissements scolaires de Mao • La gestion des conflits en milieu scolaire dans la ville de Mao
Impact des conflits sur les vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Les violences basées sur le genre dans la ville de Mao

Nous avons supporté deux recherches sur le Kanem : « Prévention et gestion des conflits scolaires dans les collèges de Mao au Tchad » et « Mécanismes de résolution des conflits sociaux dans la province du Kanem : cas de la ville de Mao », qui se sont focalisées sur des problématiques au niveau urbaine, comme la plupart des activités des OSC, qui donc signale l'importance des endroits urbaines comme zones à risque des conflits. L'analyse approfondie des résultats des recherches-actions a révélé deux problématiques principales et leur distinction : 1) la faiblesse des institutions et de la cohésion au niveau urbain, qui est à l'origine d'une multitude de tensions entre les jeunes ; 2) l'absence d'un système de gestion des ressources dans les zones périurbaines et rurales, ce qui provoque des conflits plus importants entre différents groupes.

Faible cohésion sociale : Mao est la principale ville du Kanem et souffre de problèmes d'infrastructure à différents niveaux. Les associations remarquent la mauvaise condition des écoles, où les enseignants ont du mal à se faire respecter par les élèves, ce qui provoque une situation de désordre et un manque de règles qui peuvent facilement mener à des conflits. Les clivages socio-culturels qui peuvent émerger dans une province à la forte stratification sociale sont également renforcés par un contexte de conflits et de manque de règles. De façon similaire, le manque de cohésion sociale expose particulièrement les femmes aux violences, qui, en tant que sujet plus vulnérables et moins représentés, peuvent davantage être impactées. Ces conflits ne sont pas considérés comme susceptibles d'escalader de façon dramatique, mais plutôt comme une source continue de tension et de division, qui menace la stabilité générale de la ville. Les associations travaillent principalement sur des pistes de solution telles que la sensibilisation et la formation, afin de rendre la population plus consciente des risques de conflit et de division, et de former des acteurs compétents qui puissent agir de façon efficace dans les contextes les plus critiques, soit en cherchant à prévenir et/ou à solutionner les conflits, soit en ayant la capacité de soutenir ceux qui ont subi des violences, en particulier les survivantes de VBG. Les mémoires des boursiers ont confirmé l'importance cruciale des mécanismes religieux et coutumiers pour la résolution du conflit, qui peuvent aboutir à des négociations entre les partis impliqués, mais qui peuvent être considéré problématique par certains sujets plus vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les membres des communautés non-endogènes. Dans ce sens, le focus sur le renforcement de la cohésion social et du support aux vulnérables peut contribuer à combler les faiblesses de l'intervention étatique ainsi que du système coutumier et religieuse.

Conflits pour les ressources : En dehors des tensions entre jeunes dans des contextes spécifiques à Mao, il y a au Kanem un problème général de gestion des ressources entre groupes différents. Ce problème est courant dans toutes les provinces du Tchad, mais il revêt une dimension spécifique au Kanem, notamment en raison de l'importance de l'accès à l'eau et du rôle des hiérarchies et clivages sociaux liés au sultanat du Kanem Ici, la grande majorité de la population est musulmane, donc on n'y rencontre pas le problème des tensions intra-religieuses qu'on observe surtout à N'Djamena, ou dans le Moyen-Chari. Toutefois, la variété ethnique et les clivages socio-culturels ont créé des divisions parmi les groupes qui ne dialoguent pas beaucoup entre eux et parmi lesquels les conflits peuvent facilement être déclenchés. La saison des pluies, lorsque la terre est cultivée et que la gestion des espaces peut devenir problématique, est considérée comme le moment le plus dangereux pour ces conflits. Dans ce contexte, les associations travaillent à favoriser les situations de brassage social entre les différentes communautés. Dans ce contexte, l'importance accordée aux autorités religieuses et coutumières est plus relevant que dans d'autres contextes. Enracinées culturellement grâce aux vestiges du sultanat du Kanem, leur implication à travers des formations spécifiques et une coordination majeure avec la société civile peut avoir un impact important, tout en reconnaissant le risque que les autorités coutumières liées au sultanat puissent contribuer à la reproduction de certaines hiérarchies, à moins qu'un soutien et un suivi de la société civile soient en place.

Lac

Caractérisée par un écosystème lacustre, insulaire et continental, la province compte environ 596.068 habitants répartis en cinq départements. La province du Lac est la plus touchée par les événements violents. Les principales causes de conflit sont assez spécifiques : la première est constituée par les attaques de la secte islamiste Boko Haram, qui sont extrêmement violentes depuis au moins dix ans et ont déclenché une forte réponse militaire de l'état, qui a provoqué des fortes violences et limite l'accès à différentes zones de pêche et agricole autour du lac ; la deuxième est le changement climatique, qui a un fort impact dans la province en raison de l'importance du lac pour la pêche et pour l'eau nécessaire aux activités agricoles principales de la zone. Ces deux problèmes poussent des milliers de personnes à se déplacer, augmentant ainsi la pression sur les ressources dans les zones plus peuplées. En raison de la crise humanitaire, de nombreuses associations sont présentes et, parmi celles cartographiées par le projet, la plupart mènent des initiatives de médiation dans divers domaines. Les

principaux types de conflits signalés dans nos enquêtes sont les conflits fonciers et communautaires, souvent pour l'accès aux ressources, et les conflits familiaux. Ces conflits sont fréquents, de durée variable, présents dans toute la province, particulièrement dans les îles et le long des frontières. Parmi les causes principales, on compte l'insurrection armée de Boko Haram qui déstabilise toute la province, mais aussi le non-respect des couloirs de transhumance, l'accès aux points d'eau, le vol de bétail et la mauvaise gestion des chefferies traditionnelles. Les jeunes sont impliqués dans la résolution des conflits via des organisations comme le CJPSL et la CADELAC, mais moins dans les décisions. Les femmes sont présentes dans les deux aspects, mais peinent à faire entendre leur voix. En ce qui concerne le mécanisme de résolution des conflits, il convient de noter que les stratégies de gestion communautaire des conflits sont en train de s'affaiblir, les chefs traditionnels perdant leur influence face à de nouvelles conflictualités qui échappent en partie à leur pouvoir. Dans ce contexte, la présence d'un réseau d'associations actif et engagé sur le sujet peut aider à renforcer les structures locales, fragilisées par les tensions. La perception des conflits, des violations des droits humains, de l'occupation illégitime des territoires et des violences basées sur le genre est plus importante ici qu'ailleurs dans la Baseline. Voici les sujets abordés par les associations du Lac :

Conflits familiaux	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits familiaux dans le canton Djigdada
Conflits religieux	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits inter-religieux » suivie d'une projection d'un film court métrage sur le vivre ensemble entre les communautés du Sud vivant à Bol et les communautés autochtones de la ville de Bol
Conflits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits en milieux scolaires dans les établissements secondaires de la ville de Bol
Discours de haine et pratiques socialement clivantes	<ul style="list-style-type: none"> • La consommation des stupéfiants
Sensibilisation cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion pacifique et le vivre ensemble dans les quartiers de la ville de Bol
Impact des conflits sur les vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits et VBG à Moun Tallakitchiri, Manadi et Sawa 2 • Les conflits et les VBG

Dans la province du Lac nous avons quatre mémoires, à savoir « Dynamiques sociales et sécurité foncière dans les zones de réinstallation des déplacés internes à Kaya site et Kaya village (province du lac) », « Conflits intercommunautaires dans la zone de Bagassola », « L'administration du patrimoine du mineur en droit positif tchadien » et « La place du conjoint survivant en droit positif tchadien », donc deux mémoires – patrimoine et héritage – liées aux sujets plus vulnérables, une mémoire liée aux tensions dans la réinstallation des déplacés internes et une mémoire sur les conflits intercommunautaires dans laquelle l'impact du changement climatique et des mouvements des déplacés ont un rôle crucial. Parmi cette variété des sujets, nous remarquons un focus des OSC sur les problèmes spécifiques ayant généralement en commun l'origine dans les difficiles conditions socio-économiques de la province causées par l'insurrection armée et le changement climatique, les deux phénomènes plus importants ici. Il faut aussi remarquer que le Lac est la seule province avec un projet qui dans le cadre des sensibilisations se focalise de façon spécifique sur le conflit religieux connecté à la présence des agents humanitaires et étatiques de la partie méridional du pays qui est principalement de foie chrétien.

Tensions socio-économiques : Comme remarqué, la province a longtemps été marquée par l'activité agricole, l'élevage et la pêche, mais aujourd'hui, toutes ces activités sont sous la pression du changement climatique et de l'insécurité. Les associations signalent parmi les problématiques spécifiques provoquées par cette situation et à l'origine des tensions le manque d'emploi chez les jeunes, qui conduit à la criminalité, à la consommation de stupéfiants et à des bagarres et autres conflits. Tout ça entraîne également des répercussions sur la vie scolaire, car les jeunes sont influencés négativement par l'environnement et les écoles n'ont pas la capacité de les gérer en raison de leurs propres faiblesses et carences. Elle entraîne aussi des répercussions sur les femmes dont la vie scolaire est impactée par ce contexte d'insécurité et de violence, et le risque de VBG augmente. Il n'y a pas de problèmes spécifiques à l'origine des conflits, mais un contexte de tension et d'insécurité généralisée qui a un fort impact sur la vie sociale. Les associations ont cherché à répondre à ces problèmes en s'attaquant aux phénomènes spécifiques, comme la consommation de drogues, les VBG ou les conflits familiaux, et en promouvant des pratiques sociales alternatives. Dans un contexte d'insécurité généralisée, en particulier en dehors des zones urbaines où il est difficile d'organiser des activités régulières, l'accent est mis sur l'amélioration des conditions de vie

des zones densément peuplées où la plupart des tensions sont provoquées par des comportements antisociaux.

Importance du vivre ensemble : Même si les causes profondes telles que l'insécurité généralisée et le changement climatique ne peuvent pas être impactées par de petites associations de jeunes, les efforts de sensibilisation à l'importance du bien vivre ensemble à Bol ont constitué une réponse systémique plus efficace. Les associations ont remarqué que les habitants des différents quartiers de la ville n'avaient pas d'interactions ni de connaissances réciproques. Au même temps, la présence des agences étatiques et des OSC des différentes confessions religieuses est un facteur nouveau qui risque de provoquer des tensions parmi des styles de vie différents. Pour ces raisons, les associations ont cherché à promouvoir un cadre d'interactions conviviales pour prévenir les tensions et faciliter des réponses communes, mais aussi pour mieux utiliser les espaces communs, comme les écoles, ou encore pour créer des comités de quartier destinés à gérer les conflits. L'idée de cette approche est que si les gens se connaissent mieux, ils réagiront différemment aux tensions et aux difficultés fréquentes dans la région du Lac et que les conflits seront moins fréquents et moins intenses. Il s'agit d'une stratégie en continuité avec l'approche générale des associations de la province, qui reconnaît la difficulté d'aborder des problématiques globales comme les insurrections djihadistes et cherche à consolider le vivre ensemble et la cohésion sociale dans les zones sécurisées, mais déprimées par les tensions et le manque d'opportunités.

Moyen-Chari

Située au sud du Tchad, cette province agricole compte environ 947 511 habitants répartis en trois départements. Relativement peu conflictuelle jusqu'au début des années 2000, la situation a changé avec l'émergence des « coupeurs de route », la crise centrafricaine et les conflits entre agriculteurs et éleveurs transhumants, notamment les massacres de Sandana en 2019 et 2022, ainsi que les affrontements de Danamadji en 2022. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs dominent, représentant la majorité des interventions des associations répertoriées. Les zones les plus touchées sont les cantons ruraux de Balimba, Koumogo, Banda et Danamadji. Les principales causes sont l'accès aux ressources (eau, pâturage, terre), l'occupation des terres par les éleveurs, le vol de bœufs, la sédentarisation des éleveurs et l'élevage pratiqué par des élites politiques. La mauvaise gouvernance et la politisation de l'appareil judiciaire contribuent à aggraver ces tensions. Les conflits, initialement nés des

questions de pâturage et de la gestion des troupeaux, se sont en fait étendus au foncier et au domaine culturel et religieux. La réduction des terres cultivables et les nouvelles divisions coutumières controversées exacerbent ces sources de tension et contribuent à l'explosion des conflits communautaires. Si l'implication des jeunes et des femmes dans les décisions et la résolution des conflits reste faible, on remarque toutefois un engagement de la société civile dans ce domaine : plusieurs associations de jeunes participent à la résolution des conflits dans la province du Moyen-Chari. C'est le cas du Conseil national des jeunes du Tchad (CNJT), de l'Union des jeunes nationalistes (UJN), de l'Organisation des jeunes bâtisseurs tchadiens (OJBT), de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), de l'Association pour la promotion socioéconomique de Koumogo (APSK) ou encore de l'Association des jeunes du canton de Banda (AJCB). Parallèlement, les responsables religieux ont mis sur pied un comité de gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs, composé de représentants de ces deux groupes socioprofessionnels. Dans notre région, le seul conflit perçu comme très intense est celui entre éleveurs et agriculteurs, tandis que les manifestations politiques et l'intervention des forces de sécurités sont considérées comme fréquentes. Les initiatives de gestion des conflits sont perçues comme moyennement efficaces, les organisations communautaires et les autorités traditionnelles étant considérées comme les plus compétentes, tandis que la société civile est plutôt considérée comme un appui.

Conflits communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la résolution des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans le village de Morkoh • Amener les agriculteurs et les éleveurs du village de Sandana dans le canton Koumogo à cohabiter pacifiquement
Conflits fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • La prévention des conflits et accaparement de terre dans le canton Banda CST
Discours de haine et pratiques socialement clivantes	<ul style="list-style-type: none"> • L'exode rurale des jeunes de la province du Moyen-Chari
Impact des conflits sur les vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • La cohésion sociale, la citoyenneté et la participation des jeunes et femmes
Sensibilisation cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> • La promotion du vivre ensemble entre les éleveurs et les agriculteurs • Renforcement de la citoyenneté et de la participation des jeunes et des femmes

Le Moyen Chari est une province très fertile où la présence des éleveurs transhumants augmente à cause du changement climatique, tandis que les activités agricoles deviennent plus compliquées. Cela a un fort impact sur la cohésion sociale et, en même temps, cela renforce des dynamiques négatives au niveau urbain. Cette impression est confirmée par les deux mémoires réalisés au Moyen Chari, « Spatialisation des fericks et dynamiques des conflits agriculteurs/éleveurs dans le canton Koumogo au Moyen-Chari (Tchad) » et « Causes et dynamiques des conflits intercommunautaires dans le département de Lac Iro : cas du village Mbarabe dans le canton Begoula », qui se focalisent sur ce problème dans des zones rurales spécifiques. Il est aussi important de noter que les tensions entre réfugiés et autochtones n'ont pas été mentionnées parmi les problèmes plus impactant pour cette province, bien que des communautés de réfugiés importants originaires de Centrafrique se soient établies dans le sud de la province. Il faut enfin remarquer l'impact négatif de l'entreprise de sucrerie dans la zone de Banda, qui a occupé beaucoup des terres pour ses activités sans compenser la population locale et en créant une zone avec un niveau de tension particulièrement élevé.

Conflits agriculteurs – éleveurs pour la terre : Ces conflits sont liés aux ressources et peuvent escalader rapidement de façon violente en raison des différences ethniques et religieuses entre les éleveurs musulmans et les agriculteurs chrétiens et animistes. Des tensions autour de la terre ou des pistes de transhumance peuvent en effet déclencher des combats violents et sanglants entre les deux groupes. Il s'agit des conflits les plus problématiques dans la région du Moyen Chari, en raison de leur fréquence, de leur intensité et du risque de propagation sur des lignes ethniques. Il existe une variété de facteurs, en particulier la réduction des espaces pour les deux groupes, la faiblesse des institutions locales pour les régler, le manque de brassage entre les communautés et l'absence de règles adéquates, notamment en ce qui concerne le code pastoral et le code foncier, qui n'ont pas été mis à jour depuis longtemps. Les associations sont très actives dans la création et/ou le renforcement des comités locaux pour la gestion des problèmes fonciers, le renouvellement des traces des pistes de transhumance et l'organisation d'activités de brassage entre les communautés, y compris des échanges de produits laitiers et agricoles sur les marchés, ainsi que dans l'organisation d'activités de compensation de la part des entreprises qui exploitent la terre, et dans une plus grande implication en termes d'emploi pour la population locale.

Tensions urbaines : Dans le cas du Moyen-Chari, ce type de tensions a beaucoup moins d'impact que le problème de la terre dans les zones rurales, mais certaines associations ont remarqué le manque d'éducation civique et d'emploi chez les jeunes, ce qui peut conduire à des comportements potentiellement violents et nocifs. C'est pour cette raison qu'elles mènent des actions de sensibilisation, de façon similaire à ce qu'on a pu observer dans les autres chefs-lieux de province. En particulier, le départ des jeunes vers les sites d'orpillage au nord du pays, ainsi que le manque d'attention porté à l'assainissement de la ville, ont été pris en compte par les associations. Dans ces cases, de façon similaire à ce qu'on a vu dans les autres contextes urbains, la stratégie principale a été la sensibilisation sur des problématiques spécifiques et des activités de brassage intercommunautaire.

Ouadaï

Relique de l'ancien Sultanat du Ouadaï, cette province compte environ un million d'habitants répartis en trois départements. Au cours des vingt dernières années, elle a été le théâtre de graves violences intercommunautaires, entraînant l'instauration de l'état d'urgence en 2019. La province du Ouadaï est, en premier lieu, victime de conflits entre éleveurs nomades principalement arabes et cultivateurs autochtones ouadaïens, car elle constitue une zone de transhumance. Le mouvement croissant de sédentarisation des éleveurs nomades venus du nord n'est pas un processus nouveau, mais aujourd'hui, il génère de fortes angoisses identitaires au sein des communautés agricoles, qui craignent d'être dépouillées de leur pouvoir local et accusent les nouveaux arrivants, notamment parmi les éleveurs, de vouloir s'imposer sans les respecter. Les éleveurs se sentent stigmatisés et certains disent être considérés comme des étrangers dans une région qu'ils ont contribué à façonner. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les conflits fonciers représentent 84 % des interventions des associations, et souvent, ils emmènent à des tensions politiques. Il faut aussi remarquer la crise politique d'Abéché en janvier 2022, liée à l'intronisation d'un chef de communauté, qui a fait au moins 13 morts. Parmi les causes principales des tensions entre agriculteurs et éleveurs, on compte le non-respect des couloirs de transhumance, l'accès aux points d'eau, la mauvaise gestion des espaces agricoles et les enjeux politiques au niveau administrative ou coutumière.

Il faut enfin considérer la croissante pression démographique due à l'afflux des refuges soudanaise dans la province, qui contribue à la compétition pour les ressources naturelles parmi groupes différentes. Dans ce contexte, les jeunes sont de plus en plus impliqués dans les processus de décision et de médiation, tandis que les femmes adultes restent très faiblement consultées, seules les personnes âgées étant impliquées dans les processus décisionnels. Parmi les acteurs les plus impliqués, on compte les autorités traditionnelles, le comité des sages, les chefs religieux, les organisations de jeunesse et les OSC comme la Plateforme des Organisations de la Société Civile du Ouaddaï (POSOC). Selon notre Baseline, malgré la perception de nombreuses initiatives pour supporter le vivre ensemble, leur efficacité est jugée moyenne, seul le Conseil interreligieux obtenant un score élevé par rapport aux autorités coutumières ou aux organismes de la société civile.

Conflits communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre les conflits intercommunautaires à Moura • Contribuer à la réduction de l'intolérance et le repli identitaire dans le 1er arrondissement d'Abéché • Contribuer à la prévention et à la résolution durable des conflits intercommunautaires dans le Canton Bourtail • Contribuer à la prévention et la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs dans le canton Guéri
Conflits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appui à la réduction de la violence en milieu scolaire à Abéché
Sensibilisation cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> • La cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans la province du Ouaddaï
Systèmes de gestion de conflit	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion et prévention des conflits dans le département d'Assoungba

Les conflits dans le Ouaddaï présentent des similitudes avec ceux rencontrés dans le Moyen-Chari, deux provinces aux activités agricoles importantes et intéressées par la transhumance de bétail. De toute façon, on remarque ici aussi une attention particulière des associations aux dynamiques urbaines, notamment dans les écoles, ainsi qu'une volonté d'impliquer davantage les jeunes ; et un croissant problème des tensions entre réfugiés et autochtones, dues à la présence de réfugiés soudanais, qui n'ont pas la même fréquence des conflits

agriculteurs-éleveurs, mais peuvent avoir un impact très fort dans l'opinion publique et générer des discours violentes. Les quatre mémoires de master sur cette province renforcent cette analyse : en fait nous avons « Analyse des dynamiques des conflits intercommunautaires dans le département de Ouara : cas du canton Kachim-Alwadi » et « Les dynamiques des conflits fonciers dans la province du Ouaddaï : cas de la sous-préfecture de Adre de 1958 à 2003 » qui explorent les conflits liées à la terre et leur augmentation dans le temps ; « Analyse des dynamiques des conflits fonciers à la périphérie d'Abéché : cas du terroir de Kalignang Chane » qui se focalise sur le problème foncier liée à l'urbanisation du territoire ; et enfin « Réseaux sociaux et conflits communautaires dans le Ouaddaï » qui met l'accent sur le risque que le nouveau media peuvent avoir dans la diffusion des discours d'haine, qui souvent fomentent des replis identitaires qui peuvent diviser les communautés de façon dangereuse. Conflits agriculteurs – éleveurs et refugies - autochtones pour la terre : Les dynamiques sont assez similaires à celles décrites pour le Moyen Chari, avec trois différences : 1) il n'y a pas de clivage identitaire entre les nordistes musulmans et les sudistes chrétiens ou animistes, la grande majorité de la population locale étant musulmane ; 2) en plus des problèmes liés aux terres agricoles et aux couloirs de transhumance, l'accès à l'eau est ici plus difficile que au Moyen Chari et constitue un élément de tension ; 3) la présence de camps de réfugiés, qui n'avait pas été citée parmi les facteurs problématiques au Moyen Chari, est indiquée comme une source important de conflits pour le contrôle des terres. L'un des projets a vise explicitement une zone d'installation des refugies et aussi dans les mémoires qui ont analysé les conflits fonciers et les discours de haine il est ressorti l'importance de ces sujets, pour son impact sur la gouvernance des ressources locales et la difficulté d'interactions avec des nouveaux arrivés, d'une façon similaire à ce qu'on a remarqué pour les déplacés internes dans la province du Lac. Il faut aussi noter que l'intensité des conflits entre agriculteurs et éleveurs ne semble pas être réduite par le fait que les deux groupes pratiquent la même religion, la seule différence étant le rôle plus efficace des acteurs religieux en tant que médiateurs, de façon similaire à ce qu'on a pu observer au Kanem. Au niveau des pistes de solution, si au Moyen Chari on remarque une implication directe dans la création de mécanismes de gestion des conflits, ici les associations se sont surtout engagées dans la sensibilisation sur le terrain et la formation des autorités religieuses.

Conflits urbains : Les associations ont noté l'importance des conflits pour l'accès aux ressources naturelles et foncières à Abéché et dans les autres centres urbains de la province. Les tensions entre les communautés ethniques différentes s'exacerbent notamment par la concurrence croissante entre agriculteurs et éleveurs, ainsi qu'entre réfugiés et autochtones dans différentes zones de la province, ce qui met en difficulté la structure sociale et les institutions traditionnelles du Ouaddaï. Au même temps, la mémoire sur le foncier a montré des dynamiques similaires à ceux déjà rencontrés à N'Djamena : l'expansion de la ville dans des territoires qui étaient avant des villages agricoles et donc la transformation des terrains agricoles en centres urbanisés provoque des tensions et compétition que les autorités étatiques et municipales ont des difficultés à gérer. La stratégie des associations se concentre surtout sur la sensibilisation afin d'encourager le brassage, en ciblant des institutions telles que les écoles ou les zones à risque de conflit.

Conclusion

Dans ce mapping, nous avons résumé les principales typologies de conflits identifiées par les associations et les initiatives qu'elles ont mises en place pour les résoudre. Nous avons noté que les associations ont cherché à identifier les sujets les plus pertinents en mettant à profit leurs compétences générales tout en tenant compte des besoins spécifiques de chaque zone d'intervention. Tout en reconnaissant que le maintien de la cohésion sociale au Tchad est un problème crucial et généralisé à l'ensemble des provinces du pays, les associations se sont concentrées sur de petites initiatives ciblées qui, même si elles sont limitées, peuvent avoir un impact significatif. Dans ce sens, on remarque leur prise de conscience de la typologie d'impact que des associations de jeunes peuvent avoir dans un contexte socio-politique aussi complexe que celui du Tchad : les associations peuvent généralement intervenir dans le tissu social pour prévenir ou atténuer les tensions dues à la faiblesse des institutions et au manque de brassage interethnique, former et sensibiliser les acteurs locaux et, dans certains cas, se proposer en tant que médiateur. Le fait de se concentrer sur des problèmes spécifiques et localisés a permis d'effectuer des analyses ciblées durant les recherches-actions.

La triangulation de ces analyses avec l'approche plus focalisée sur les problématiques générales des mémoires de master nous a permis de couvrir une variété des sujets, ici résumé :

	Recherches Actions	Mémoires de master
Conflits communautaires	8	4
Conflits familiaux	3	0
Conflits fonciers	2	2
Conflits religieux	1	0
Conflits scolaires	6	2
Discours de haine	3	1
Impact des conflits sur les vulnérables	5	2
Sensibilisation cohabitation pacifique	8	0
Systèmes de gestion de conflit	2	2

Cette triangulation nous a permis de tirer des conclusions générales. En premier lieu, on remarque une faiblesse générale de l'État et un manque d'opportunités pour les jeunes dans tous les contextes d'intervention, ce qui contribue à un contexte de tensions et d'instabilité sociale. Le non-respect des règles, qu'il s'agisse des pistes de transhumance, de la gestion des déchets et des espaces de marchés, ou encore du manque de connaissance entre les différents groupes, surtout dans les contextes d'urbanisation où des populations de langues et d'origines différentes partagent les mêmes espaces sociaux, est en train de créer plusieurs situations potentiellement conflictuelles avec un risque d'escalade. Les associations tentent à travers leurs actions de réduire ces tensions, mais il s'agit d'un domaine dans lequel leurs activités, surtout en matière de sensibilisation et d'outils de gestion des conflits, peuvent atténuer l'impact potentiel des conflits sans toutefois les éliminer.

En examinant ensuite les spécificités de chaque province, on constate que les zones de conflits les plus marqués et récurrents sont le Moyen Chari et le Ouaddaï, qui ont en commun des problèmes liés à la transhumance des éleveurs dans des zones avec des activités agricoles intensives (Moyen Chari) ou avec une agriculture déjà menacée par un accès difficile à l'eau (Ouaddaï). Dans les deux cas, il y a un problème commun de faiblesse des institutions pour gérer l'interaction entre les deux groupes et un manque de brassage entre eux. Il est intéressant de noter que même si la composition religieuse des deux provinces est très différente, les dynamiques sont assez similaires, ce qui montre l'importance des facteurs

matériels dans ces conflits et de la religion comme élément de médiation. Dans ce sens, on observe principalement le soutien des autorités religieuses, surtout au Ouaddaï, ainsi que la volonté d'engager des activités de médiation, surtout au Moyen Chari où les structures de la société civile sont plus développées.

Les trois provinces les plus au nord, le Lac, le Kanem et le Borkou, connaissent des tensions moins marquées entre les communautés, mais sont confrontées à un problème de cohésion sociale généralisé qui menace la coexistence pacifique. Ce problème est particulièrement préoccupant au Lac en raison de la tension créée par Boko Haram et des effets du changement climatique, au Kanem en raison d'une faible présence des infrastructures et de l'autorité de l'État, et au Borkou en raison de l'isolement et des clivages ethniques. Au Kanem, le sultanat joue un rôle important, mais celui-ci peut aussi être potentiellement clivant en raison des hiérarchies traditionnelles, tandis qu'au Lac, la société civile est plus engagée, mais cela risque aussi d'exacerber les tensions liées à la présence humanitaire en créant des compétitions au niveau local pour l'accès aux ressources et opportunités gérées par les projets humanitaires et de développement. Dans le cas du Borkou, l'isolement de la province et, plus généralement, les distances entre les zones inhabitées ont rendu le travail des associations très difficile. Les associations cherchent à améliorer les conditions de vie générales et à soutenir les vulnérables par des initiatives qui ne sont pas nécessairement focalisées sur la cohésion sociale, mais qui peuvent la renforcer en réduisant certaines sources de tension.

N'Djamena concentre les problèmes identitaires du pays, mais comme dans les autres contextes, les causes spécifiques des conflits sont principalement liées à la difficulté de créer une cohésion dans un contexte de pauvreté, de faiblesse des institutions et d'un système foncier défaillant. Nous avons remarqué qu'une attention particulière était accordée à des contextes et des thématiques spécifiques où les tensions locales peuvent émerger et s'aggraver. La connaissance des lois et règlements, ainsi que l'amélioration des mécanismes de gestion des zones sensibles de la ville sont des éléments importants que les associations locales contribuent à développer. En général, les conflits ne semblent pas provenir de clivages ou de divisions inconciliables, mais de problèmes pratiques qui peuvent facilement dégénérer et mobiliser des éléments identitaires très dangereux. Dans ce contexte, les associations jouent un rôle important dans les écoles, un domaine également attaqué par d'autres associations dans d'autres villes. Ce rôle crucial des écoles ressort dans la plupart des zones

d'intervention et peut avoir un impact important. Par ailleurs, il est à noter que l'urbanisation croissante va renforcer le besoin de coexistence multi-ethnique et les écoles peuvent favoriser le brassage et les interactions difficiles à réaliser dans d'autres espaces sociaux. Enfin, il convient de noter les défis provoqués par l'expansion des villes, qui modifie le régime foncier des zones périurbaines auparavant agricoles et déclenche une dynamique de compétition entre les différents intérêts que les autorités étatiques et municipales n'arrivent pas à maîtriser. Ce problème a été signalé à N'Djamena et Abéché, mais c'est à N'Djamena que les associations ont développé des stratégies spécifiques basées sur la vulgarisation des règlements fonciers. Tout en prenant en compte la dynamique démographique du pays, il s'agit d'un défi dont l'ampleur risque d'augmenter dans les prochaines années.

Les efforts visant à améliorer la coexistence sociale à travers la sensibilisation générale et l'attention portée à des thématiques spécifiques ont un potentiel important, même s'ils doivent être accompagnés de changements et de transformations à un niveau supérieur pour garantir des résultats durables. Dans ce sens, le rôle des petites associations de jeunes est important pour détecter les causes de tension spécifiques dans les contextes où elles travaillent, ainsi que pour améliorer la cohésion sociale au niveau micro, mais il doit être inséré dans un processus plus vaste d'amélioration des conditions de vie et de mise en œuvre des règles partagées.



JEUNESSE EN ACTION POUR L'AVENIR DU TCHAD



ACRA est une ONG, laïque et indépendante, fondée en 1968. ACRA compte plus de 50 ans d'activités au Tchad. Dans ce contexte, les domaines d'intervention d'ACRA sont: l'éducation, la protection de l'enfant, la souveraineté alimentaire, l'accès à l'eau potable, la gestion des ressources naturelles et l'appui aux initiatives économiques.

www.acra.it  @ACRATCHAD



Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union européenne.
Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA
et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne.